

Ecoutez les podcasts du « Soir »

Retrouvez le podcast quotidien du *Soir* pour s'informer, décrypter et s'inspirer.



« À propos », c'est l'information comme vous l'entendez, avec des sujets racontés et analysés par les journalistes de la rédaction pour mieux comprendre l'actualité.



Découvrez « À propos » et tous les podcasts sur : *Le Soir* (podcasts.lesoir.be ou via l'application), « Podcast Addict », « Apple Podcasts », « Google Podcasts », Spotify et Amazon Music.

SOCIAL

Plus que jamais, la concertation patauge

Ecrire au gouvernement en juillet, avec rappel vendredi, est un coup dans l'eau pour les employeurs. La confiance entre les interlocuteurs sociaux paraît au plus bas.

ANALYSE
PASCAL LORENT

Réactualiser le montant de l'enveloppe bien-être qui sert à augmenter les pensions et allocations sociales ; n'en appliquer que 60 % maintenant, à l'heure où la crise des prix sévit (énergie, aliments, biens et services), et 40 % en fin d'année prochaine ; revoir la manière dont est calculé son montant parce que la donne économique a changé et que la hausse de la productivité théorique dont elle s'inspire, ne sera pas atteinte. Telle est, en substance, la teneur du courrier adressé par les employeurs en juillet dernier et répétée par un courrier électronique en fin de semaine dernière.

Le raisonnement des organisations patronales est-il incohérent ? Après tout, si la réalité économique s'est détériorée, la prudence n'incite-t-elle pas à en tenir compte ? Et impossible de ne pas entendre l'argument selon lequel un écart trop faible entre allocations de chômage (rehaussées via l'enveloppe bien-être) et salaires (la marge d'augmentation se négocie lors de l'Accord interprofessionnel) constitue un piège à l'emploi. Et pourtant, l'argumentaire repris dans leur courrier adressé au gouvernement est inaudible. Intellectuellement, socialement, politiquement.

Intellectuellement parce que cette flexibilité que les employeurs réclament aujourd'hui au nom de la prudence, a été refusée aux syndicats quand ceux-ci demandaient qu'on assouplisse la loi de 1996 sur la marge salariale. Un « deux poids, deux mesures » compliqué à soutenir sur un dossier qui nécessite de la concertation. Et donc l'assentiment des deux banches.



Pieter Timmermans (FEB) et les autres représentants patronaux ont adressé au fédéral une missive qui risque bien de rester lettre morte... © BELGA

Socialement car retarder en partie la hausse des revenus les plus modestes, alors que la crise sévit – et au nom de celle-ci –, c'est demander que ceux qui se trouvent parmi les plus pauvres acceptent encore un sacrifice. Obtenir l'assentiment des syndicats à cette requête paraît tout simplement illusoire.

Politiquement, enfin et surtout. Adresser une telle missive au gouvernement (où socialistes et écologistes n'avalent jamais une telle couleuvre), c'est se bercer d'illusions. La classe politique semble déjà coupable aux yeux de l'opinion de ne pas en faire assez pour répondre à l'urgence sociale. Espérer qu'elle retirera d'une main ce qu'elle devra tôt ou tard octroyer de l'autre, essayant entre-temps l'opprobre d'un tel choix, c'est manquer de discernement.

Quelles réponses à la crise ?

Et assurément tirer un coup dans l'eau. L'exécutif fédéral ne cesse de chanter « concertation sociale » sur tous les airs et entend associer les interlocuteurs patronaux et syndicaux à l'ébauche des solutions à apporter pour faire face à la tempête en cours. Il ne peut répondre à une telle demande. En attendant, cela mine la confiance.

Car c'est elle qui, aujourd'hui, est en jeu. Le Groupe des Dix, où se réunissent représentants des employeurs et des travailleurs, ne répartira probablement pas cette fameuse enveloppe bien-être. La tâche incombera au gouvernement De Croo. Et les interlocuteurs sociaux risquent, si rien ne vient, de se représenter bredouilles devant ce même exécutif qui les avait chargés de plancher sur les mesures à adopter pour soutenir les entreprises et les travailleurs en difficulté (report des cotisations ONSS, allègement du remboursement des crédits, chômage temporaire corona, etc.). Les syndicats ne décolèrent pas en songeant que leurs interlocuteurs tentent de négocier avec eux un vaste accord tout en adressant, dans le même temps, une supplique au gouvernement. Ils ont le sentiment d'avoir été trompés. Autant que les employeurs qui pointent le calendrier d'actions présenté par le front commun alors même qu'aucune concertation n'a vraiment débuté.

Plus que jamais, la concertation sociale semble patauger. Après l'échec des deux derniers AIP et la répartition de l'enveloppe bien-être précédente, voilà un nouveau gros dossier confié aux interlocuteurs sociaux qui revient sur la table du gouvernement, faute de consensus. Ceux qui rêvaient d'un vaste accord social pour relancer le modèle belge vont devoir remiser cette ambition pour un temps.

DÉBAT

Notre salut

Face à l'épuisement des ressources et à la crise climatique, faut-il en finir avec la « société de la croissance » ? Ou on ne tomberait que de Charybde en Scylla ?

le philosophe

« Le lien établi entre croissance économique et fléaux est devenu faux »

ENTRETIEN
W.B.

Dans *Les sept écologies*, l'essai qu'il a publié l'an dernier aux éditions de l'Observatoire, le philosophe Luc Ferry dénonçait les tenants de la décroissance qui sont, selon lui, les héritiers de la critique marxienne du capitalisme...

Il y a 50 ans, le fameux « rapport Meadows », commandé par le Club de Rome, mettait déjà en évidence la nécessité de mettre fin à la croissance afin, en gros, de « sauver la planète ». Pourtant, vous vous refusez à suivre cette recommandation...

Il faut en finir avec l'héritage de ce rapport. S'il est vrai que le lien qu'il fait entre croissance, consommation d'énergie, épuisement des matières premières et émission de gaz à effet de serre est attesté pour les premières révolutions industrielles des trois derniers siècles, il est devenu faux aujourd'hui dans les pays les plus avancés. Un des meilleurs économistes français, Eric Chaney, l'a montré, chiffres à l'appui, dans un article publié il y a tout juste un an – « Critique de la raison décroissantiste », facile à trouver sur le net – : il y a dans les pays qui associent préoccupations environnementales et progrès technologiques, un découplage de plus en plus marqué entre une croissance qui progresse de manière massive et une décroissance des trois fléaux qu'on vient d'évoquer (consommation d'énergie, épuisement des matières premières et émission de gaz à effet de serre, NDLR). Si on prend l'exemple de l'énergie par exemple, aux Etats-Unis, la consommation d'énergie par tête a baissé de 15 % au cours des vingt dernières années alors que le PIB par habitant augmentait de 25 %... Ce découplage est directement lié aux innovations technologiques dans les transports, l'agriculture, l'industrie ou le BTP (bâtiments et travaux publics), mais aussi à certaines taxations des hydrocarbures.



Luc Ferry est philosophe, professeur de philosophie et de science politique. De 2002 à 2004, il est à été le ministre français de la Jeunesse, de l'Education nationale et de la Recherche.

Pour vous, la décroissance serait « un retour en arrière ». En quoi ? De nombreux écologistes aujourd'hui vantent les mérites d'un retour vers ce qu'ils appellent le « low-tech » par opposition au « high-tech » qui caractérise les technologies modernes, en particulier le numérique, la robotique et l'intelligence artificielle. Les produits low-tech auraient, à les en croire, de nombreux vertus sur le plan environnemental, mais aussi humain. D'abord parce qu'ils sont simples, aisément réparables, pratiques, économiques et in-

KROLL

